

LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

HUITIÈME ANNÉE N° 771 DU 14 MARS 2013

1801/2013 : 212^e ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

LA CITATION DE LA SEMAINE

« La liberté consiste moins à faire sa volonté qu'à ne pas être soumis à celle d'autrui ».

JEAN JACQUES ROUSSEAU



**L' ÉCOLE EST
UNE PRIORITÉ
POUR LA GUADELOUPE**



AFFAIRES NATIONALES

POLITIQUE

L' ÉCOLE EST UNE PRIORITÉ ABSOLUE POUR LA GUADELOUPE

Les femmes et les hommes de la Guadeloupe sont sa richesse principale . C'est grâce aux compétences acquises à l'école que la Guadeloupe pourra s'enrichir régulièrement et tenir son rang dans le monde . D'où le souci d'avoir une gestion optimale de l'école dans notre pays . Or , trop souvent nous ne occupons pas assez du fonctionnement de l'école à l'exception de quelques syndicats qui ont de la peine à se faire entendre alors que son rendement est modeste si l'on se réfère aux taux d'échec scolaire . C'est le cas actuellement . En effet , les représentants guadeloupéens au Parlement ne participent pas véritablement au débat que les français ont désigné par le terme pompeux de refondation de l'école . Cette situation choque les nationalistes et les patriotes qui veulent optimiser l'intelligence guadeloupéenne. Les nationalistes , en effet , sont porteurs d'un projet d'école différent de celui que nous imposent les français . Ce qui est nécessaire à la Guadeloupe ne se trouve pas dans les projets français . Pour les nationalistes il faut une autre politique de l'école pour optimiser notre capital compétence, qui favorise l'acquisition de compétences collectives et individuelles et développe la fierté d'être guadeloupéen .

LA RIGEUR SE RENFORCE EN FRANCE ET EN GUADELOUPE

Les lettres de cadrage du Premier ministre aux ministères poursuivent la rigueur imposée par la loi de finances 2013 et vont encore plus loin que le programme pluriannuel (2013-2015). Les 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires pour 2014 s'ajoutent aux 4,5 milliards d'euros de dotations aux collectivités territoriales supprimées d'ici à 2015. Ces lettres interviennent après 6 ans de Révision générale des politiques publiques (RGPP), rebaptisée Modernisation de l'action publique (MAP) en 2012, ayant déjà entraîné des fermetures de services dans les hôpitaux (12%), de maternités (6%), de commissariats (12%), de gendarmeries (21%), de tribunaux (39%), de bureaux de poste (40%), de classes, d'écoles, de bases militaires, etc. Pourtant,

cette rigueur renforcée et les «ambitieuses réformes structurelles» arrêtées vont notamment conduire à supprimer 30% des sous-préfectures et les Directions départementales interministérielles, le gouvernement mettant en œuvre deux missions spécifiques pour traduire cette désertification territoriale définitive de l'Etat. Cette saignée de l'intervention publique a conduit à la destruction de 400.000 emplois publics dans les trois versants de la Fonction Publique depuis 2007. L'arrêt de la commande publique aura un impact dévastateur sur l'activité et sur l'emploi privé . En restant enfermé dans cette position , le gouvernement français ne semble donc tirer aucune leçon de la crise et persiste dans des analyses qui l'ont engendrée. Les nationalistes et les patriotes réaffirment que les services publics doivent, plus que jamais, être renforcés pour combattre la pauvreté et les inégalités grandissantes et répondre aux besoins sociaux des guadeloupéens . Ils sont, à travers l'action publique et les investissements qu'ils permettent, source de croissance, au même titre que l'augmentation des salaires pour relancer la consommation et l'investissement privé.

ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ

LA FRANCE NOUS POUSSE VERS LA PAUVRETÉ

C'est maintenant autour des prestations familiales .D'après le rapport qui a été examiné jeudi par le Haut Conseil de la famille, il faudra réduire les dépenses de prestations familiales de 2,2 milliards d'euros en trois ans pour que la Caisse nationale d'allocations familiales puisse atteindre l'équilibre. Une redistribution des allocations familiales des plus aisés vers les plus précaires serait à l'étude, tout comme un plafonnement à partir d'un certain niveau de salaire. Concrètement, les classes moyennes vont être les premières concernées par ce nouvel effort . Avec l'annonce gouvernementale d'un effort sans précédent sur les allocations familiales, les classes moyennes s'entendent officiellement dire ce qu'elles supposaient déjà, mais qui était nié par le pouvoir : l'heure de payer vient. En vérité, les classes moyennes savent depuis plusieurs années qu'elles sont les grandes perdantes de la crise de 2008.Pour mémoire, l'Insee, depuis le rapport Stiglitz et Sen suit avec une attention particulière l'évolution des niveaux de vie selon les tranches de revenus en France. Et ce que montrent les statistiques, c'est que les classes moyennes françaises souffrent depuis 2009. En effet, alors que le niveau de vie moyen français est passé de 20 890 euros en 2004 à 22 470 euros en 2009, puis à 22 590 euros en 2010, soit une augmentation constante, avec un tassement à partir de 2008, la situation des classes moyennes a en revanche empiré à

partir de 2009. Seules les personnes appartenant au dernier décile de revenus (c'est-à-dire les 10% les plus riches) ont connu une situation bien plus favorable en 2010 qu'en 2009, avec un passage d'un niveau de vie moyen de 54 020 euros à 56 190 euros. Toutes les autres catégories de population ont vu leur niveau de vie baisser en volume. Ce phénomène est encore plus marquant, toujours selon l'Insee, quand on retient la catégorie socioprofessionnelle des personnes. Dès 2008, les cadres et les indépendants ont connu des baisses de niveaux de vie, qui se sont répétées à partir de 2009. Les ouvriers et les professions intermédiaires étaient, pour leur part, épargnés en 2009 par ce phénomène de baisse. En d'autres termes, il existe un faisceau de statistiques qui convergent toutes dans le même sens : le sentiment de paupérisation qui frappe les classes moyennes françaises est corroboré par les chiffres officiels. Les cadres sont des perdants majeurs des difficultés qui touchent le pays, alors que le dernier décile préserve ses intérêts, et alors que les couches les moins favorisées bénéficient de transferts sociaux qui amortissent la saignée de la crise. Au-delà de la redistribution des allocations familiales ou de tout autre réforme de la protection sociale, c'est une réforme complète de l'état-Providence dans un sens qu'elles jugeraient plus juste, faisant plus de place à ce qu'elles appellent le "mérite" , qu'elles attendent. Certains Français que nous interrogeons régulièrement formulent du reste de façon très claire cette attente de refondation. Une attente sans illusion, qui implique d'ailleurs les entreprises de façon beaucoup plus ouverte que ce que l'on pourrait croire : "puisque notre système est à la dérive et que les dépenses publiques ne cessent de croître, ce sont les entreprises qui doivent faire preuve d'initiative dans les domaines de la santé, de la famille et du pouvoir d'achat. Les entreprises n'ont pas vocation à jouer entièrement ce rôle là mais bon, force est de constater qu'il serait pourtant nécessaire qu'elles participent à l'effort commun.

La Guadeloupe connaît le même phénomène mais beaucoup plus accentué .

LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION DE LA GUADELOUPE SE POURSUIT

Selon l'INSEE, le vieillissement de la population de la Guadeloupe se poursuit .La Guadeloupe est la deuxième colonie française la plus âgée après la Martinique. C'est aussi celui qui a le plus vieilli durant la période 1999 - 2009 (+4,4 années). Les personnes âgées de plus de 60 ans représentent 18 % de la population totale selon le recensement de la population de 2008 dont 56 % sont des femmes. La part des personnes âgées dans la population totale augmente, elle est passée de 9 % en 1999

à 12 % en 2008 pour les 60-75 ans et de 4 % à 6 % pour les 75 et plus. Plusieurs phénomènes concourent à cette évolution : d'abord, l'arrivée aux grands âges des générations du baby-boom. Ensuite, une transition démographique exceptionnellement rapide. En effet, alors que dans les années soixante, l'indicateur conjoncturel de fécondité était encore de 5,5 enfants par femme en Guadeloupe, il n'atteint plus que 2,3 enfants par femme en 2007. L'accroissement de l'espérance de vie est un autre facteur: elle est passée de 72 ans en 1989 à 75,6 en 2008 pour les hommes et de 79 ans à 83,4 pour les femmes. Enfin, d'autres phénomènes amplifient le vieillissement de la population guadeloupéenne, tel l'âge moyen des entrants, plus avancé que celui des sortants de l'archipel (essentiellement des étudiants). Tout incite à penser que le vieillissement de la population guadeloupéenne se poursuivra d'ici 2030 : la population âgée de 60 ans et plus devrait augmenter de + 90 %. Plus particulièrement, la population des personnes âgées de 90 ans et plus devrait augmenter de + 160 %.

PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION



AFFAIRES MONDIALES

SOCIÉTÉ MONDIALE

SELON L'ONU ON OBSERVE UNE CROISSANCE SANS PRÉCÉDENT DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

La croissance rapide des pays en développement arrache des millions de gens à la pauvreté à un rythme sans précédent et reconfigure le système international dans son ensemble, affirme un rapport-phare de l'ONU rendu public jeudi. « L'émergence du Sud est sans précédent par sa rapidité et son ampleur », note l'édition 2013 du Rapport sur le développement humain, qui, par « Sud », désigne les pays en développement et, par « Nord », les pays développés. « Jamais les conditions de vie et les perspectives de tant de personnes n'ont évolué de manière aussi rapide et spectaculaire. » Intitulé « L'émergence du Sud : progrès humain dans un monde de diversité », le rapport souligne que ce changement est marqué

par un rééquilibrage global plus important que celui observé pendant la Révolution industrielle, le Sud émergent comme la principale force motrice de la croissance économique mondiale et du changement sociétal pour la première fois depuis des siècles. « La Révolution industrielle est une histoire qui concernait peut-être une centaine de millions de personnes, mais celle qui s'écrit aujourd'hui en touche des milliards », assure Khalid Malik, le principal auteur du rapport. Lancé à Mexico par l'Administratrice du Programme des Nations Unies pour la développement (PNUD), Helen Clark, et le Président mexicain, Enrique Peña Nieto, le rapport souligne l'ampleur considérable de la croissance, au cours des 20 dernières années, des économies de la Chine, de l'Inde et du Brésil. D'ici à 2020, le rapport estime que la production combinée de ces trois pays dépassera celle du groupe formé par les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Italie et le Canada. Toutefois, l'émergence du Sud va bien au-delà de ces trois poids lourds, alors que plus de 40 pays en développement ont su faire preuve, au cours de la même période, d'un élan plus important que prévu. Ainsi, l'Indonésie, le Mexique, le Bangladesh, la Tanzanie et le Yémen ont enregistré une croissance significative, tandis que des États comme l'Afghanistan et le Pakistan ont affiché certains des taux de croissance les plus rapides au monde, avec 3,9% et 1,7% en moyenne au cours des 12 dernières années, respectivement. Comment le Sud a-t-il atteint de tels niveaux de croissance ? Le rapport attribue plusieurs de ces changements à des stratégies nationales intelligentes qui ont permis aux nations du Sud de prendre part à une économie mondialisée tout en mettant l'accent sur des programmes de protection sociale pour les plus vulnérables.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

HAÏTI : DÉBUT DU PROCESSUS DE RÉFORME DU CODE DU TRAVAIL

La procédure relative à la réforme du Code du Travail est lancée avec l'appui technique du Canada et du Bureau International du Travail (BIT). Il était temps car le code du travail en vigueur date pour l'essentiel de 1961. Le gouvernement va donc préparer un avant-projet de loi réformant le code du travail qui sera discuté au Parlement. Ce projet de loi sera le fruit d'une concertation entre le Ministère des Affaires sociales et du travail (MAST), le Bureau International du Travail (BIT) et les organisations syndicales et patronales. La veille, lors de son allocution à la première réunion tripartite sur la réforme du Code du Travail haïtien, le Ministre a plaidé pour le dialogue social, invitant les partenaires sociaux à trouver une approche originale pour réglementer le travail informel. Il a ajouté que la nouvelle législation du travail que nous souhaitons doit être ancrée

dans les réalités sociales actuelles du pays, tout en reflétant les valeurs et normes fondamentales, universelles et constitutionnelles auxquelles la République d'Haïti a adhéré, et permettre de relever les nombreux défis économiques et sociaux s'imposant à la société, en ce début du 21ème siècle. En particulier, le code du travail actualisé doit permettre de concilier des objectifs apparemment contradictoires, soit d'offrir aux entreprises plus de souplesse en vue de faire face aux besoins, conditions et exigences actuelles de productivité, et de compétitivité, dans le contexte de la mondialisation des échanges, tout en offrant davantage de protection aux salariés. Aussi, la nouvelle législation du travail doit-elle : Promouvoir activement des mécanismes d'inspection et de surveillance de l'interdiction et de l'élimination de toutes formes d'abus, de violences, de mauvais traitements ou traitements inhumains contre les enfants ; Placer la question de l'égalité et les protections contre la discrimination pour les personnes vivant avec un handicap et les personnes vivant avec le VIH/SIDA, au cœur des dispositions contre les discriminations. Par ailleurs, le Ministère fait sienne la proposition d'élargir le nombre de secteurs prévus couverts par le nouveau code et de réguler la situation spécifique des travailleurs dans certains secteurs. Qu'il me soit permis de signaler à votre attention, entre autres, la situation des travailleurs du secteur agricole et de ceux du secteur de l'hôtellerie et de la restauration, piliers majeurs de l'économie haïtienne.

AFRIQUE

SYRIE ET MALI : MOSCOU ET ALGER POUR UN RÉGLEMENT POLITIQUE

Moscou et l'Algérie plaident pour un règlement politique des conflits malien et syrien sans ingérence extérieure, a déclaré lundi soir à Alger le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à l'issue de ses entretiens avec le président algérien Abdelaziz Bouteflika. « Nous avons confirmé nos points de vue sur la façon de promouvoir la réforme du système international. Tout d'abord, en ce qui concerne la suprématie du droit, le rôle central de l'Onu et de son Conseil de sécurité, nous avons réitéré la nécessité de résoudre les conflits par des moyens politiques et diplomatiques, sans intervenir dans les affaires intérieures d'Etats souverains », a fait savoir le chef de la diplomatie russe. Selon M.Lavrov, Moscou et Alger estiment que c'est de cette façon que doivent être réglées les « situations tragiques » qui se sont créées en Syrie et au Mali. Toujours d'après lui, la Russie et l'Algérie ont convenu de poursuivre leur dialogue politique à tous les niveaux et de coordonner les démarches sur la scène internationale tout en promouvant la coopération bilatérale, notamment dans les domaines militaro technique, humanitaire et scientifique.

LES ÉTATS UNIS MENACENT LE PAKISTAN DE SANCTIONS S' IL NE RENONCE PAS À SON PROJET DE PIPELINE AVEC L'IRAN

Le département d'État américain a menacé Islamabad de sanctions si le pays persiste à construire un pipeline "Il y a fort à craindre que, si le projet suit son cours, nous soyons obligés de faire jouer le Iran Sanctions Act," a annoncé la porte-parole du département de la secrétaire d'état, Victoria Nuland, lundi. e de plusieurs milliers de milliards de dollars en collaboration avec l'Iran. Sur cette photo des techniciens sont en train de souder l'extrémité iranienne du pipeline de gaz Iran-Pakistan à la partie pakistanaise au cours de la cérémonie d'inauguration de la dernière étape du projet, le 11 mars 2013. "Nous avons clairement fait part de nos inquiétudes aux Pakistanais," a ajouté Nuland. Le Iran Sanctions Act de 1996 permet aux Etats-Unis de bloquer les importations de n'importe quelle firme non étasunienne qui investirait plus de 20 millions par an dans le secteur du pétrole et du gaz iranien. Nuland a dit que les Etats-Unis "soutenaient au Pakistan des projets énergétiques d'envergure qui permettraient d'augmenter de 900 megawatts la puissance du réseau électrique avant la fin de 2013." Les menaces ont été formulées le jour de l'inauguration de la dernière étape de la construction du pipeline Iran-Pakistan d'une valeur de plusieurs milliers de milliards de dollars qui doit transporter du gaz naturel d'Iran vers son voisin oriental. Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad et son homologue pakistanais Asif Ali Zardari participaient lundi à la cérémonie qui s'est déroulée à la frontière irano-pakistanaise. Le pipeline a pour but d'aider le Pakistan à répondre à des besoins croissants d'énergie dans un moment où ce pays de 180 millions d'habitants doit faire face à de sérieux problèmes de manque d'énergie. Par ailleurs le ministre du pétrole iranien Javad Owji a dit lundi que le Pakistan avait demandé à l'Iran de lui vendre davantage de gaz naturel, c'est à dire 30 millions de mètres cubes par jour au lieu des 21,5 millions précédents. Owji a ajouté que l'Iran avait déjà dépensé 2000 milliards de dollars pour construire la partie du pipeline qui se trouve du côté iranien de la frontière et que la section pakistanaise coûterait 3000 milliards de dollars. Le 2 mars, Zardari a dit que Islamabad ne renoncerait au projet de pipeline à aucun prix. Le président pakistanais a souligné que son gouvernement poursuivrait la construction du pipeline de gaz en dépit des menaces et des pressions étasuniennes.

PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA



ÉTAT DES MARCHÉS

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Dans la Caraïbe :

En Jamaïque , L'indice JSE a augmenté de 0,19%. La JSE All composite a augmenté de 0,35% pour clôturer à 79,196.89.

A Trinidad, L'indice composite a reculé de 0,61 points (0,06%) pour clôturer à 1,080.10. L'indice global T & T a baissé de 1,24 point (0,07%) pour clôturer à 1,751.60. L'indice de la Croix-vente est resté à 53,22. L'indice composite

En Amérique du sud :

Au Brésil , l'indice boursier, IBOV, Bovespa Brasil Sao Paulo Stock Exchange Index , a augmenté de 0.18%.

ASIE

Les Bourses asiatiques évoluent en ordre dispersé ce jeudi matin, la perspective de nouvelles mesures de resserrement monétaire Chine pesant sur le moral des opérateurs, malgré de bons indicateurs économiques aux Etats-Unis. A Tokyo, l'indice Nikkei a repris de la hauteur, gagnant 1,16% à la clôture, avant la confirmation attendue de la nomination de Haruhiko Kuroda comme nouveau patron de la Banque du Japon. De son côté, le Shanghai Composite cède 0,1% en séance, Hong Kong recule de 0,6%, Taiwan relâche 0,5% et Séoul avance de 0,1%. Enfin, Sydney cède 1,2%, Bombay (indice BSE Sensex) oscille autour de l'équilibre (+0,03%) et Singapour lâche 0,2%. En Asie, les investisseurs continuent de s'inquiéter d'un risque de ralentissement de l'économie chinoise au 1er trimestre, et craignent un tour de vis monétaire de la part de la banque centrale locale. Ainsi, le gouverneur de l'autorité monétaire, Zhou Xiaochuan, a estimé hier que la politique de l'institution "n'était plus accommodante" en raison des menaces inflationnistes. En février, la hausse des prix a en effet redémarré en Chine, avec une hausse de 3,2% des prix à la consommation, tirés par un nouveau dérapage des prix des denrées alimentaires. Au Japon, les investisseurs ont les yeux tournés vers la chambre basse du Parlement, qui devrait entériner aujourd'hui la nomination du nouveau gouverneur de la banque centrale, Haruhiko Kuroda et de deux adjoints. La chambre haute du Parlement doit se prononcer demain et devrait, sauf coup de théâtre, accepter ces nominations. Le changement d'équipe à la tête de la BoJ devrait mener à bien une politique monétaire "ultra-accommodante" afin de lutter contre la déflation et soutenir l'économie japonaise.

ÉTATS UNIS

Wall Street s'affiche encore dans le vert ce jeudi soir à deux heures de la clôture, soutenu par des chiffres plus solides que prévu liés au marché du travail. Le Dow Jones, qui enregistre jour après jour de nouveaux sommets historiques, s'oriente ainsi vers une 10ème séance consécutive de progression ! De son côté, le S&P500 n'est plus qu'à quelques points de son record absolu, de 1.565 pts, enregistré en octobre 2007... Le DJIA gagne actuellement 0,36% à 14.506 pts, le Nasdaq progresse de 0,23% à 3.252 pts, et le S&P500 monte de 0,33% à 1.560 pts. Le Département US au Travail vient d'annoncer que les inscriptions hebdomadaires nouvelles au chômage, sur un rythme ajusté des variations saisonnières, ont reculé de 10.000 sur la semaine antérieure à 332.000. Un chiffre meilleur qu'attendu puisque le consensus Bloomberg tablait sur 350.000 nouvelles demandes. La moyenne à quatre semaines atteint 346.750 pour la période terminant le 9 mars. Un chiffre en repli de 2.750 par rapport à la semaine précédente. Le taux de chômage indemnisé lors de la semaine close le 2 mars atteint 2,4%, inchangé par rapport à la semaine précédente. Le nombre de chômeurs indemnisés sur la même période s'établit à 3,02 millions, en baisse de 89.000 par rapport à la semaine précédente. L'indice américain des prix à la production pour le mois de février 2013 a augmenté de 0,7% en comparaison du mois antérieur, selon le rapport gouvernemental du jour, contre +0,6% de consensus. Hors alimentation et énergie, ce "PPI" américain a grimpé de 0,2%, en ligne avec le consensus. La balance des comptes courants aux Etats-Unis pour le quatrième trimestre 2012 est ressortie déficitaire de 110,4 Mds\$ (2,8% du PIB), contre -111,9 Mds\$ de consensus et -117,5 Mds\$ sur le troisième trimestre.

EUROPE

Les Bourses européennes ont terminé en nette progression jeudi - à de nouveaux records de quatre ans et demi - soutenues par de bonnes nouvelles sur le front des entreprises, notamment de l'assureur italien Generali, et une série de bons indicateurs concernant l'économie américaine. Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont diminué aux Etats-Unis à 332.000, alors que les économistes attendaient en moyenne 350.000, avec une moyenne mobile sur quatre semaines à son plus bas niveau en cinq ans. "Chaque semaine de baisse des inscriptions au chômage vient confirmer qu'il ne s'agit pas d'une anomalie, ce qui est très important", commente Jack De Gan, responsable de l'investissement chez Harbor Advisory Corp, ajoutant que la baisse du chômage est "l'une des raisons pour lesquelles le marché s'est si bien tenu depuis le début de l'année". À Paris, l'indice CAC 40 a clôturé en hausse de 0,93% à 3.871,58 points. Le Footsie britannique a pris 0,74% et le Dax allemand 1,1%, tandis que l'indice EuroStoxx 50 a gagné 1,48%. Milan a repris 2,45% et Madrid 1,88%. A la clôture des marchés européens, les grands indices américains gagnaient encore 0,4% à 0,5%, avec un indice Dow Jones engagé dans sa 10e séance de hausse d'affilée et un indice S&P 500 qui semble s'orienter vers un nouveau record historique de clôture.

CHANGE

L'euro rebondissait face au dollar jeudi, les cambistes engrangeant quelques bénéfices après la nette hausse du billet vert, et profitant d'un regain d'optimisme sur la vigueur de la reprise économique aux États-Unis. Vers 19H00 GMT, l'euro valait 1,3002 dollar contre 1,2956 dollar mercredi à 21H00 GMT. Vers 12H30 GMT, il était toutefois tombé à 1,2911 dollar, un nouveau plus bas depuis trois mois. La monnaie unique européenne

progressait face à la monnaie nippone, à 124,88 yens contre 124,56 yens mercredi soir. Le dollar reculait légèrement face à la monnaie japonaise, à 96,04 yens contre 96,14 yens la veille. Les rebonds de la monnaie unique européenne et d'autres devises comme le yen et la livre sterling face au dollar sont liés à "des prises de bénéfices et des achats pour couvrir des positions à découvert" à la suite d'une forte hausse du billet vert dans la matinée, a observé Christopher Vecchio, analyste de DailyFX. Vers 19H00 GMT, la livre britannique montait face à la monnaie unique européenne, à 86,21 pence pour un euro, comme face au billet vert, à 1,5080 dollar. La devise helvétique progressait face à l'euro, à 1,2312 franc suisse pour un euro, et repartait à la hausse face au billet vert, à 0,9469 franc pour un dollar, après être tombée vers 12H30 GMT à 0,9567 franc, son plus bas niveau depuis début septembre 2012. La devise chinoise a terminé à 6,2159 yuans pour un dollar contre 6,2142 yuans la veille.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les cours du pétrole progressaient légèrement jeudi en fin d'échanges européens, aidés à la fois par un accès de faiblesse du billet vert et par un nouvel indicateur macroéconomique encourageant sur la vigueur de la reprise économique aux États-Unis. Vers 17H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 109,40 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 88 cents par rapport à la clôture de mercredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance prenait 24 cents à 92,76 dollars. "La baisse surprise des nouvelles inscriptions aux allocations chômage aux États-Unis (la semaine dernière) a fourni du soutien aux prix du brut à New York, tandis que ceux du Brent se reprenaient après être tombés mercredi à leur plus bas niveau depuis trois mois", commentait Michael Hewson, analyste chez CMC Markets. Ces chiffres alimentaient l'optimisme des investisseurs sur la vigueur de la reprise économique des États-Unis, première économie mondiale et plus gros consommateur d'or noir au monde. Les investisseurs profitaient également d'un accès de faiblesse du billet vert, pénalisé notamment par des prises de bénéfices, pour effectuer quelques achats à bon compte. En effet, la baisse du billet vert rend plus intéressant les achats d'or noir, libellé en dollar, pour les investisseurs munis d'autres devises.

Prix des carburants en France

SP98	SP95	E10	Gas +	Gas	E85	GPL
1.646 €	1.585 €	1.582 €	1.493 €	1.420 €	0.912 €	0.848 €

Prix des carburants en Guadeloupe

Sans plomb 98	Gasoil
1,56€	1.48 €

PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION



MANAGEMENT ET DROIT

LE DEVENIR DES SALARIÉS D'UNE ENTREPRISE QUI DÉPOSE LE BILAN

L'entreprise dont vous êtes salarié est placée en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire, suite à un dépôt de bilan, quelles solutions s'offrent à vous ? Concrètement, vous serez convoqué par le mandataire liquidateur pour un entretien préalable au cours duquel vous seront présentées deux possibilités : le licenciement économique pur et simple ou le Contrat de Sécurisation professionnelle (CSP), mis en place par la loi du 28 juillet 2011, qui remplace la Convention de Reclassement Personnalisé, CRP.

En cas de licenciement économique, le mandataire vous fournira tous les documents qui vous permettront de vous inscrire au Pôle Emploi : solde de tous comptes, certificat de travail, bulletin de salaire, attestation ASSEDIC.

Si vous choisissez d'adhérer à un Contrat de Sécurisation Professionnelle, vous bénéficierez pendant une durée maximale de 12 mois de mesures d'accompagnement, visant un retour à l'emploi, incluant une possibilité de reconversion ou de création/reprise d'entreprise. Vous pourrez effectuer des stages. Et vous toucherez une allocation spécifique de sécurisation professionnelle, généralement supérieure à celle perçue en cas de licenciement économique simple, et égale à 80% du salaire journalier de référence. Dans le cadre de ce contrat, vous ne pourrez pas refuser des offres raisonnables d'emploi sous peine de perdre le bénéfice de l'allocation.

Si vous envisagez plutôt de créer votre propre entreprise, vous pourrez alors bénéficier d'aides à la création d'entreprises, intéressantes du fait de votre statut de salarié d'une entreprise qui vient de déposer le bilan.

A savoir : attendez-vous à un délai de 4 à 5 semaines avant de recevoir votre chèque de solde de tous comptes. C'est en effet un organisme spécial, le CGEA, qui le gère et ce délai est normal. En tout état de cause, en tant que salarié, vous vous êtes donc protégé pour percevoir tous vos droits.

PRÉPARÉE PAR MYRIAM ROMUALD



TABLEAU DE BORD

LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2013 à 9,43 euros de l'heure. Avec cette hausse de 0,3%, le salaire minimum passe à 1430,22 euros bruts mensuels pour 35 heures.

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO. Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut ; 1440,86 brut.**

INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

L'indice du coût de la construction (ICC), s'élève au 4e trimestre 2011 à 1.638 points soit une augmentation annuelle de 6,85 %. Au quatrième trimestre 2011, l'indice des loyers commerciaux s'établit à 106,28. Sur un an, il est en hausse de 3,26 %. Loyer commercial

Au 2e trimestre 2012, l'indice des loyers commerciaux augmente de 0,6% à 107,65 points et de 3,1% sur un an.

Coût de la construction

Au 2e trimestre 2012, l'indice du coût de la construction baisse de 3% sur un trimestre, à 1 666 points, et augmente de 4,6% sur un an.

POPULATION

POPULATION 2011: 401 784 habitants

OFFRE

PIB 2011 : 7 910 dont 34 % de PIB non marchand (2 690)

IMPORTATIONS 2011: 2 664

RESSOURCES TOTALES : 10 574

DEMANDE

CONSOMMATION 2011: 8 488 (5 126 ménage et 3 362 administration)

INVESTISSEMENT 2011 : 1 476

EXPORTATIONS 2011 : 889

DEMANDE TOTALE : 10 853

PRIX

JANVIER 2013 : 2,1insee guadeloupe % SUR UN AN

EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI EN SEPTEMBRE 2012 : 65 470

OFFRE D'EMPLOI EN SEPTEMBRE 2012 : 690

NOMBRE D'ENTREPRISES

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES MARS 2012 : 542

PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE : 22 BIS
RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

INTERNET : SITE INTERNET : <http://guadeloupeconvention.typepad.com> ;
<http://www36.jimdo.com/app/s060009c26218383e/p0f5a47fdd2282739/>

FACEBOOK <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley aminata.

ADMINISTRATION :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF:

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ; Agence de presse :

Média info

Pensez ENVIRONNEMENT : n'imprimez que si nécessaire

LA NATION

LE REGARD DES GUADELOUPÉENS

SUR LA GUADELOUPE

ET

SUR LE MONDE